

Par Soraya Oulad Benchiba, Chargée d'études à l'Institut Amadeus

Au cours de la dernière décennie, les IDE vers l'Afrique ont connu une croissance spectaculaire...

L'afflux d'IDE en Afrique a été spectaculaire au cours de la dernière décennie : en effet, depuis le milieu des années 90, les entrées d'IDE sont devenues la principale source de financement extérieur des pays africains et constituent plus du double de l'aide publique au développement. Les 10 dernières années de croissance soutenue en Afrique ont doté les ménages d'un pouvoir d'achat supérieur, attirant aujourd'hui les investisseurs au même titre que les ressources naturelles. Par ailleurs, l'urbanisation rapide des populations africaines nourrit aussi la demande pour de nouveaux types de biens et services. Enfin, mis à part l'Egypte, la Libye et la Tunisie, la continuité et la stabilité politique dans les pays à revenus intermédiaires améliorent l'environnement des affaires et favorisent ainsi les investissements à long terme.

Après 3 années de repli en 2009, 2010 et 2011, en partie dû à la crise financière mondiale, les IDE vers l'Afrique ont repris de plus belle en 2012, s'établissant selon les estimations [\[1\]](#) à **49,7 milliards de dollars**

-- sur un flux total d'IDE mondial de 1600 milliards de dollars et équivalant à 2.5% du PIB de l'Afrique -- contre 42,7 milliards en 2011, soit une hausse de 16%.

La reprise des IDE vers l'Afrique se caractérise par un visage nouveau des investisseurs sur le continent. Les contributions des pays de l'OCDE en matière d'IDE en Afrique - et en particulier ceux en provenance de la France et les Etats Unis - ont diminué de 20%, cette chute a

néanmoins été vite compensée par les IDE en provenance des pays émergents. La part de ces derniers a constitué presque 40% des investissements totaux en direction du continent africain en 2011 contre 30% en 2003.

L'Inde, l'Afrique du Sud, les EAU et la Chine constituent les principales, mais pas exclusives, locomotives de la montée en puissance des opérations Sud-Sud dont la contribution est passée de 99 projets en 2003 à 538 en 2011, dépassant ainsi les 319 projets initiés par les économies de l'OCDE.

- Parmi les 4 plus grands contributeurs, **l'Inde**, attirée par le potentiel de consommation de la classe moyenne africaine qu'elle considère similaire à la sienne, a développé des projets dans un large champ de domaine incluant l'agriculture, la santé, l'énergie, les mines, l'infrastructure, les télécoms et l'automobile. Le secteur privé indien, à lui seul, a investi près de 16 milliards de dollars sur le continent africain depuis 2005.

- Entre 2007 et 2012, **les investissements sud-africains** en Afrique ont progressé de 65%. C'est le pays africain qui investit le plus sur le continent, notamment au Mozambique dans la production de gaz avec son géant de la pétrochimie, Sasol.

- L'intérêt croissant des **Emirats Arabes Unis** pour l'Afrique de l'Ouest, Centrale et du Nord a abouti à la mise en place d'un vaste programme intégrant pas moins d'une demi-douzaine d'activités dans les secteurs agricoles, bancaires et énergétiques, les infrastructures, les télécommunications, les transports et les services en général, ainsi que le tourisme.

- Enfin, **la Chine** s'impose comme un géant de l'investissement en Afrique avec plus de 75 milliards de dollars investis dans les secteurs du transport, l'énergie, les mines et l'immobilier entre 2000 et 2011, ce qui équivaut à 1/5 du total des investissements. En tête des destinations prisées par la Chine, le Nigéria, l'Algérie, l'Afrique du Sud et l'Ethiopie font figure de proue.

- Un intérêt progressif mais encore timide **des investisseurs africains** pour leur continent est à souligner: depuis 2003, les IDE intra-africains ont été multipliés par 2,3 et les projets d'investissements ne sont passés que de 27 à 145 en 2011. Les IDE intra-africains, largement pilotés par l'Afrique du Sud, le Maroc, le Nigéria et le Kenya, ne dépassent pas 17% du total des IDE. Le Royaume a ainsi adopté une stratégie offensive d'investissement sur le continent dans de multiples secteurs: bancaire (Attijariwafa), l'agroalimentaire (Lesieur-Cristal), les mines (Managem) ou encore l'industrie (ONA). Néanmoins, de manière générale, le potentiel d'investissements intra-africains reste sous exploité or pour confirmer leur courbe de croissance positive, les pays africains devront faire de la multiplication des IDE intra-africains une partie intégrante de leur stratégie de développement et de croissance économique.

Si pendant longtemps les investissements dans le secteur des ressources naturelles ont été le moteur des flux, la tendance est aujourd'hui à la **diversification**. Un intérêt pour les services, la fabrication et les activités liées aux infrastructures est née auprès des investisseurs. Les industries extractives qui constituaient 8% des projets d'IDE en Afrique en 2007, n'ont représenté que 2% en 2012 [\[2\]](#)

. Au même moment, ce sont les services qui ont connu la progression la plus importante : ils constituent 70% des projets d'IDE en 2012, contre 45% en 2007.

A cet effet, un focus sur les investissements chinois en Afrique entre 2005 et 2012 indique qu'en 7 ans, les métaux et l'énergie ont concentré à eux seuls 75% des flux d'IDE chinois à destination du continent africain (40% et 35% respectivement), l'agriculture ne représentant que 2%. Les investissements chinois en Afrique reflètent la tendance à la diversification qui s'opère sur le continent avec l'intérêt croissant pour les services (le secteur de la finance représente 13%) et l'immobilier (9%). Notons également que les activités économiques chinoises en Afrique se concentrent essentiellement sur 8 pays africains (Afrique du Sud et Nigéria en tête) qui captent à eux seuls 80% des investissements chinois.

Les IDE, à travers l'implantation de multinationales dans le pays d'accueil, participe indéniablement à la création d'emplois et les emplois de qualité, de meilleures rémunérations, le transfert des compétences aux entreprises locales, la diffusion du savoir-faire et la concurrence accrue qui incite les entreprises locales à devenir plus compétitives. Par ailleurs, les effets positifs indirects des IDE sur les conditions de travail dans les entreprises locales à travers les transferts de connaissance sont également considérables.

... et devraient s'accélérer pour atteindre 144 milliards de dollars à horizon 2020

Toutes choses égales par ailleurs, la reprise des IDE en Afrique à partir de 2012-2013 se poursuivra jusqu'à 2020 et le continent devrait brasser au total jusqu'à 144 milliards d'IDE à horizon 2020. Les investissements, à la recherche de nouveaux marchés, sont appelés à augmenter à travers le continent comme l'indique le graphe ci-contre.

Un découpage régional permet d'identifier plusieurs tendances sur le continent.

1. L'opulence des ressources naturelles au Nigéria, au Niger et au Ghana et la diversification des projets dans les secteurs de l'énergie, de la manufacture et de l'information et de la communication, notamment au Nigéria, permettront à **l'Afrique de l'Ouest** d'enregistrer une hausse spectaculaire des flux d'IDE entrants qui passeront de près de 18,15 milliards de dollars en 2013 à près de 65,69 milliards de dollars en 2020. La Guinée, qui s'est distinguée comme un important récipiendaire d'IDE en 2011, pourrait confirmer cette position avec l'investissement à hauteur de 6 milliards de dollars par l'entreprise publique China Power Investment Corporation dans des projets de bauxite et d'aluminium. Il n'est néanmoins pas à exclure que le conflit politique et militaire au Mali et les risques sécuritaires au Sahel peuvent assombrir les perspectives d'investissements dans cette région.

2. Les flux d'IDE en **Afrique Centrale** devront évoluer positivement d'ici à 2020 pour atteindre 28,21 milliards de dollars, soit 3 fois plus que les 8,2 milliards reçus en 2012 et un taux de croissance des IDE de 194% sur 7 ans. Les destinations prisées par les investisseurs restent la RDC, le Congo et la Guinée équatoriale, en raison de l'abondance de leurs richesses naturelles, en particulier pétrolières. En Guinée équatoriale, ce sont surtout les projets liés à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures et des réserves de gaz naturel qui sont prisés. Des perspectives positives qui ne sont pas sans risques si le conflit au Nord-Kivu persiste.

3. En **Afrique de l'Est**, la découverte récente de nouvelles ressources naturelles en Tanzanie, en Ouganda et au Kenya, permettra une nette embellie des IDE dans la région qui pourraient atteindre les 18,5 milliards de dollars à horizon 2020. L'augmentation du pouvoir d'achat des ménages, l'amélioration des infrastructures et l'intégration régionale devraient déclencher de nouveaux investissements au Kenya. Par ailleurs, le succès du partenariat d'échanges et d'investissements entre les USA et la Communauté de l'Afrique de l'Est permettra la prolifération des flux d'IDE dans les secteurs de la banque et des télécommunications, en plein essor au Kenya.

4. Entre 2010 et 2011, les flux d'IDE en direction **de l'Afrique du Nord** sont passés de 13,8 milliards de dollars à 5,8 milliards de dollars, soit une baisse de 57%. Cette contraction du flux d'IDE est sans surprise une réaction des investisseurs aux événements du printemps arabe, en particulier en Egypte, en Libye, en Tunisie et en Mauritanie. En effet, si la Tunisie a vu son flux d'IDE entrants baisser de 36% entre 2010 et 2011, le Maroc affiche un flux d'IDE de 2,5

milliards de dollars similaire à celui d'avant la crise internationale de 2008. Idem pour l'Algérie qui a maintenu son flux d'IDE à près de 2,5 milliards de dollars. On constate de manière générale, que malgré la baisse du flux total d'IDE à destination de l'Afrique du Nord, la continuité des mouvements confirme le dynamisme et l'attractivité de la région. Au Maroc, plusieurs projets ont été conclus tels que le rachat à 40% de l'opérateur Meditel par le géant français Orange. Après l'investissement à hauteur de 1 milliard de dollars de Renault dans le pays, ce sont les constructeurs automobiles indien Tata Motors et Nissan qui ont manifesté un intérêt pour le Royaume. Selon les prévisions, les flux d'IDE sur l'ensemble de la région connaîtront une progression constante sur les 7 prochaines années pour atteindre près de 17,38 milliards de dollars en 2020.

5. Les IDE en **Afrique Australe** devraient connaître une hausse importante à partir de 2013 dopés à la fois par le secteur pétrolier en Angola, avec le projet annoncé en 2012 par Exxon Mobil d'une installation d'extraction de pétrole à hauteur de 2.5 milliards de dollars, et par celui de l'énergie en Afrique du Sud, dont la libéralisation du secteur devrait faciliter les investissements dans les activités de production. Par ailleurs, avec le maintien des investissements chinois en Angola concentrés dans le pétrole, l'agriculture et le BTP et la récente découverte d'importants gisements de gaz offshore au Mozambique, il est vraisemblablement raisonnable de présager une entrée importante de flux d'IDE dans la région dans les décennies à venir. Néanmoins, la persistance de la crise de la zone euro qui a affecté les échanges entre l'Afrique du Sud et l'Union Européenne, conjuguée à l'assainissement budgétaire aux Etats-Unis freinant la demande mondiale des matières premières, peuvent altérer ces tendances.

Grâce aux remarquables progrès accomplis en matière de gouvernance économique c'est-à-dire sur le plan des institutions et de la réglementation, l'Afrique devrait pouvoir continuer d'attirer les investisseurs étrangers, si les turbulences économiques que traversent les pays de l'OCDE et les incertitudes qui entourent la reprise économique, notamment dans la zone euro, n'impactent pas de manière négative les investissements en Afrique. Par ailleurs, si plusieurs indicateurs montrent les progrès des pays africains dans l'assise de leur crédibilité en matière de gouvernance, des efforts restent à faire pour éradiquer la corruption et renforcer les capacités sur le plan de la gouvernance publique et du soutien à l'économie. La confiance des investisseurs repose effectivement sur ces aspects. Enfin, l'accélération du processus d'intégration régionale demeure un pré-requis pour davantage stimuler les échanges intra-africains dont le potentiel demeure largement inexploité.

[1] Perspectives Economiques en Afrique 2013, OCDE, 2013

[2] « IDE : la part de l'Afrique progresse », Jeune Afrique 6 Mai 2013